





# MINUTENBLAD

DOSSIER No. OD 1312

NAAM: GAUCHISTISCHE COMMUNISTEN BELGIE

1. Aangelegd op verzoek van B-IV.  
14.1.49, ACD-4b. *R.*



# UITTREKSEL

Uit : OD 37

Naam: Communisme Belgie

Voor : OD 1312

Naam: GAUCHISTISCHE COMMUNISTEN BELGIE

Ag. nr: 89372

Afz. : SPIL

Datum: 11-7-50

Aard van het stuk: Boekwerk van de Belgische Communistische Partij

FRACTION BELGE DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE

Uitgetr. door:

J.H.

Op aanwijzing van: B VI

Datum:

19-12-51

CHAPITRE IV - FRACTION BELGE DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE.

Le moins dynamique parmi les partis ultra-gauchistes "La Fraction Belge de la Gauche Communiste Internationale" n'existe en Belgique que depuis la libération et encore sous une forme fort sporadique et quasi uniquement sur papier. Elle est composée de quelques individus qui se complaisent en de vagues élucubrations philosophiques où la fantaisie et l'esprit de chicane prédominent pour une grande part. Il en est d'ailleurs de même des deux autres sections étrangères de la Fraction, les française et italienne. Toutefois, en Italie, terre d'origine de la théorie, et en France, les idées Gauchistes Fractionnistes remportent plus de succès du fait que les Fractions se mettent plus au niveau des masses populaires.

En Belgique, cette Fraction est dirigée par les nommés RUSCH Stephane et JANS Evelyn.

Chez nous la Fraction Gauchiste ne fait preuve d'aucune activité au sens propre du mot. En pure théorie, les Gauchistes Fractionnistes, aussi appelés Bordiguistes, du nom du leader italien, se contentent d'éditer irrégulièrement un organe intitulé "l'Internationaliste" et libellé dans un style tellement ambigu qu'aucun ouvrier n'est à même de le saisir. En outre, ils diffusent à intervalle irrégulier un "Bulletin Intérieur" stancillé et tiré à un nombre fort limité. Les quelques remarques que nous avons formulées à l'adresse de l'organe mensuel valent également en ce qui concerne le Bulletin Intérieur, à tel point que l'on peut affirmer sans aucune crainte d'être démenti que, si les Bordiguistes belges continuent à se maintenir dans un domaine aussi théorique, jamais ils ne parviendront à inculquer leurs idées dans les milieux ouvriers.

Les seuls documents, dont la propagation par la Fraction présente un caractère dangereux et subversif susceptibles d'être compris par la masse ouvrière, se réduisent à quelques tracts diffusés à l'occasion de grèves, notamment de dockers à Anvers et de mineurs du Borinage. Dans ces tracts, la Fraction incitait directement et sans ambages les ouvriers à se dégager de l'emprise de l'Etat policier et exploiteur.

Ce caractère complexe de la littérature gauchiste a suscité de vives critiques de la part de quelques militants révolutionnaires, qui reprochant à leur Direction de ne point créer un journal de masse qui développerait surtout des thèses pragmatiques et laisserait de côté l'aspect théorique des choses. La Direction a répondu à ces militants qu'elle se déclarait en principe d'accord avec eux pour donner à "l'Internationaliste" un con-

tenu accessible à tout le monde, mais qu'elle ne pourrait cependant s'engager dans le chemin du journal de masse qu'avec prudence.

En effet, pour qu'un tel journal atteigne son but, il faut non seulement qu'il soit hebdomadaire, mais quotidien, parce que son rendement repose sur la répétition des mêmes mots d'ordre. Or, de l'avis même des dirigeants gauchistes, ils ne peuvent songer à le faire parce qu'ils ne possèdent point les moyens matériels. Tel est le côté matériel de la question.

Mais, d'autre part, la Direction estime qu'il y a un autre aspect au problème et ici nous entamons indirectement une partie des thèses de la Fraction, celle qui constitue somme toute sa raison première. Le rôle des organisations ouvrières est d'abord dépendant de leur force numérique qui est pour ainsi dire nulle en Belgique, mais il dépend ensuite et surtout du moment.

Or, pour triompher dans les luttes de demain, il faut que le prolétariat se présente dans la lutte, armé des programmes de la victoire qui évitent les écueils du réformisme des autres partis ouvriers. Ce programme doit conduire à partir des grèves élémentaires vers l'épanouissement de l'action du Prolétariat dans la Révolution Mondiale.

Les fondements de ce programme, la Fraction Gauchiste, dissidence du communisme stalinien, les trouve dans la Révolution Russe d'octobre 1917. Se basant sur l'expérience historique de cette révolution, la gauche communiste en retient les éléments suivants : nécessité du Parti (La fraction à l'ouverture de la période révolutionnaire concordant avec le reflux du Capitalisme se transformera en Parti) ; nécessité de conquérir le pouvoir politique ; nécessité de détruire l'organisation statique de la bourgeoisie et de créer l'Etat prolétarien. Mais la Révolution Russe doit être enrichie et il faut se servir de sa faillite pour élaborer le programme complet de la révolution. Dans ce domaine se présentent diverses questions. Faut-il créer des scissions syndicales ou faut-il au contraire défenestrer les bureaucrates syndicaux ? Faut-il faire le Front Unique politique avec les Partis Bourgeois ? Quelle attitude faut-il prendre envers l'U.R.S.S. ? Quelle est la position vis-à-vis du Parlementarisme ?

En somme, la Fraction Gauchiste part de la conception principielle que, de l'acquis théorique de 1917 il faut extraire le moyen vital qui, enrichi par la critique que de la dégénérescence stalinienne, assurera la réplique à la guerre de 1914-1918 - Révolution russe - et l'inéluctable réplique de la guerre 1939-1945 - la prochaine révolution mondiale.

Vus sous cet angle, les principes Internationalistes que nous venons d'ébaucher pourraient à première vue s'appliquer aussi bien au Trotskysme. Il est d'ailleurs très courant d'assimiler les Gauchistes et les Trotskystes. L'erreur est d'autant plus normale que les deux théories sont des déviations du communisme remontant à une même source d'oppositions personnelles et qu'à l'étranger la séparation entre les deux tendances n'est guère radicale. En effet, en Italie, la Fraction Bordighiste actuelle constitua pendant tout un temps la section italienne de l'opposition Trotskyste internationale au sein du Komintern. En outre, en France, le "Groupe Révolutionnaire contre le courant" dont le groupe similaire belge est affilié au P.C.I. (Trotskyste) a opéré la fusion avec la Gauche Communiste Internationale.

On peut d'ailleurs remarquer en passant que les points communs entre les différentes théories internationales révolutionnaires (anarchiste, communiste, trotskyste, gauchiste, spartakiste) sont fort nombreux, ce qui n'est guère étonnant si l'on se rappelle qu'elles remontent toutes plus ou moins directement au marxisme initial.

Autant il est rare de voir une confusion opérée entre un Communiste stalinien et un communiste trotskyste, autant il est fréquent de confondre les théories Gauchistes et Trotskystes. Et cependant, les oppositions entre les deux théories sont radicales et s'affrontent sur des problèmes d'une certaine envergure.

Alors que les Trotskystes admettent le recours aux élections, ils se sont présentés en effet aux récentes élections législatives de 1946 et à plusieurs reprises aux élections communales, les Fractionnistes de Gauche excluent le recours aux élections et rejettent délibérément le parlementarisme.

En effet, le pouvoir politique, estiment-ils, ne se conquiert point par le parlementarisme. La prise de ce pouvoir est le résultat d'une gamme croissante de positions politiques dirigées contre l'Etat Capitaliste visant à sa destruction. Lorsque des grèves revendicatives se transforment en grèves contre les tendances dictatoriales de l'Etat, lorsque des grèves politiques se transforment en émeutes, lorsque dans ces émeutes des membres de l'armée sympathisent avec les émeutiers, lorsque la gendarmerie et la police refusent de tirer sur les manifestants, alors il y a marche vers le pouvoir, jamais autrement ! "Qu'il y ait alors 10 parlementaires ou 100, ou pas du tout, cela n'a aucune importance, sur la marche des événements".

Quand aux élections proprement dites, la Fraction ne présente pas de candidats, mais elle profite de ces périodes pour faire de l'agitation.

Remarquons en passant que, dans ces deux domaines, les positions Anarchistes et Fractionnistes sont semblables.

Dans le domaine syndical, les gauchistes s'opposent à la création de nouveaux syndicats à côté des syndicats réformistes existants et préconisent la lutte au sein des organisations existantes pour le remplacement des directions réformistes par des directions révolutionnaires. A cet effet, ils proposent à leurs militants de lutter dès à présent pour ravir la direction dans les organisations de base, dans les syndicats locaux et d'entreprises. La position actuelle du P.C.I. (Trotskystes) dans cette question concorde avec celle de la Gauche, quoique la création d'un Syndicat nouveau ait été envisagée par les deux Partis ainsi que nous le verrons dans les notes communes aux diverses organisations révolutionnaires.

C'est surtout dans les questions "du Front Unique Ouvrier" et de la "Défense de l'U.R.S.S." que la Gauche Communiste et le P.C.I. ne parviennent point à se mettre d'accord et que les divergences entre les deux groupes apparaissent le plus fortement.

La Gauche se prononce contre la politique du "Front unique politique" c'est-à-dire qu'elle n'entend en aucune façon collaborer avec les socialistes, les stalinien, voire avec les partis de la "Gauche bourgeoise" lorsqu'il y a une menace de dictature fasciste. Les trotskystes eux, en différents endroits, ont proposé le Front Unique Anti-Fasciste dès 1933. En ce moment même en France, ils le pratiquent en collaboration avec le P.C.B.

Alors que les adhérents du P.C.I. sont partisans de la "Défense Inconditionnelle de l'U.R.S.S." ceux de la Fraction s'en déclarent irrémédiablement opposés. Pour les trotskystes, leur chef Trotsky ayant participé directement à la Révolution d'octobre, l'U.R.S.S. est arrivée à un stade de socialisation avancé à tel point que la révolution ne s'y avère plus nécessaire. Il suffira d'y changer le Gouvernement actuel pour qu'il soit possible d'appliquer intégralement la politique trotskyste. "Par Défense Inconditionnelle" les trotskystes entendent pratiquer en temps de guerre la collaboration des classes et l'augmentation de la production de guerre dans les pays impérialistes alliés de la Russie.

Pour les Gauchistes, au contraire, l'U.R.S.S. n'est point arrivée à un stade quelconque de socialisation. La Révolution d'octobre a complètement échoué, puisqu'elle a abouti à l'actuelle évolution de la politique stalinienne qui s'en tient à la "Socialisation dans un seul pays" et fait appel aux sentiments nationaux d'un peuple.

La Russie étant considérée comme un Etat contre-révolutionnaire et partant, il faut appliquer à son égard la politique de "défaitisme révolutionnaire".

Comme on le voit, les positions Gauchistes et Trotskyistes sont opposées sur un certain nombre de questions, mais le but final, la dictature prolétarienne, que les deux tendances s'assignent sont identiques.

Sur d'autres points de vues, tels que la nécessité d'une agitation perpétuelle et l'internationalisme, les deux tendances s'accordent. C'est ce qui permet aux deux tendances d'unir leurs efforts en certaines circonstances.

En définitive, la Fraction Belge de la Gauche Communiste Internationaliste, malgré le caractère subversif de ses théories n'apparaît point comme susceptible dans le Stade actuel de son évolution de porter atteinte à la Sécurité du pays et ce pour différentes raisons parmi lesquelles nous relevons : son caractère théorique, utopique et chicanier qui n'est point propre à soulever et emballer les masses, son manque d'activité et le peu de prestige dont elle jouit sur le plan international.

En effet, c'est uniquement en Italie (organe Prométheo) en France (organe "L'Internationaliste" qui a remplacé "L'Etincelle") et en Belgique qu'il existe quelques noyaux d'agitation. Signalons encore que ces Fractions sont reliées entre elles par l'intermédiaire du Bureau International qui édite une revue théorique intitulée "Octobre".

E.  
D.A./1-067/W.185

14 December 1948

LW nota van 26.XI.1948 Nr 48178/CBS/76 51096

In de bijlage van ons maandbericht Nr 1 van I.I.1948, is een vergelijkende studie verschenen aangaande de verschillende ultra-gauchistische groeperingen welke in België bestaan, namelijk :

- 1°) De Trotskisten
- 2°) De Anarchisten
- 3°) De Spartacisten
- 4°) De uiterst linkse (Gauchistische) Communisten

Daarin wordt nader toegelicht welk verschil er bestaat tussen de "Fraction Belge de la Gauche Communiste Internationale" (Nr 4 hierboven) waarvan de verantwoordelijke uitgever de genaamde JANS Evelin is, en de Trotskistische Groep.

Verder mogen de uiterst linkse ("Gauchistische") Communisten niet beschouwd worden als "Spartakisten".

Voor zover wij weten bestaan er enkel drie "Gauchistische" Communistische groepen, namelijk: in Italië; in Frankrijk en in België. Zij worden ook Bordigisten genoemd.

NOTITIE

Aan: K.B. via H.B. *W.B.*

Van: B IV.

UITGEBOKT

BX 48718. *60*

Door bemiddeling van Hr.W. ontvingen wij op 26 October 1948 een exemplaar van "l'Internationaliste" (Documents de la Fraction Belge de la Gauche Communiste Internationale. IIe Annee, Octobre 1948).

In zoverre mij uit de lezing van het blad is kunnen blijken, meen ik te mogen aannemen, dat de uitgave geschiedt door een groep, die de politieke inzichten is toegedaan, welke in Nederland vertolkt worden door de Communistenbond "Spartacus".

Gaarne zal ik vernemen of deze mening met de werkelijkheid overeenkomt, of dat enige andere en zo ja, welke organisatie zich met deze uitgave heeft belast.

De op de omslag vermelde verantwoordelijke uitgever Evelin Jans, rue Edm Delcourt 41, Anderlecht, Brussel is bij ons bekend als leider van de Belgische Trotskyisten groep "Fraction Belge de la Gauche Communiste Internationale".

Op grond echter van het gestelde in bovengenoemde uitgave, o.a. op pag.7, 2e alinea en pag.7, sub 2e, meen ik, dat de Fraction Belge niet beschouwd kan worden als een Trotsky-groep.]

Na gebruik gaarne "l'Internationaliste" aan mij retour.

2-11-1948.]

B IV. *W.B.*

Notitie KB

UITGEBEFT

Op 26-11-'48 is aan Spil, bij brief nummer 48718, inlichtingen verzocht  
om  
betreffende l'Internationaliste.

KB, 26-11-'48

# L'Internationaliste

26 OCT 1948

<del>XI</del>	XI	III

IIIe ANNEE

OCTOBRE 1948



## SOMMAIRE :

LA FORMATION DU PARTI DE CLASSE.

Ed. resp. Evelin Jans. rue Edm. Delcourt, 41. Anderlecht.

C . C . P . 172E.86 BRUX.

DOCUMENTS DE LA FRACTION BELGE DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE

## LA FORMATION DU PARTI DE CLASSE.

Le Congrès de nos camarades italiens s'est tenu à Florence au début du mois de mai. Il s'est terminé par des résolutions portant sur les "fractions syndicales" et sur les élections. Les camarades ont décidé de ne plus participer tant que la question ne sera pas définitivement clarifiée au sein du parti. Le Congrès a pris enfin une résolution de portée générale toute simple. Son unique portée est une déclaration de fidélité aux principes de base de notre mouvement. Nous en donnons ci-après le texte et essaierons d'émettre notre opinion à ce sujet:

Le 1er Congrès national, après ample discussion des arguments posés à l'ordre du jour, tandis qu'il prend acte des problèmes soulevés au cours du débat en relation à l'évolution du régime capitaliste et à la tactique du parti de classe, engage les organes dirigeants exprimés en son sein de les résoudre et de les affronter sur la ligne fixée par les 16 points des Thèses sur les tâches du parti, contenus dans la relation politique du Comité Exécutif."

C'est beaucoup et c'est peu.

C'est beaucoup dans le sens où il semble jusqu'ici prouvé que les conditions réactionnaires actuelles permettent la vie d'une organisation politique de classe, sans qu'elle tombe dans l'opportunisme, dans la défense de la "démocratie" bourgeoise à la sauce orientale ou occidentale, ou des mots d'ordre transitoires qui y conduisent.

C'est peu dans le sens où les camarades ne semblent pas avoir posé dans toute sa lumière le problème de la formation du parti de classe dans les conditions actuelles.

Je pense qu'il ne sert à rien de se gargariser sur la justesse des perspectives que nous avons tracées, ni surtout de vouloir se dissimuler qu'il y a eu chez nous une part importante de camarades qui pensaient il y a trois ans qu'en Italie s'ouvrirait une période révolutionnaire. Il y a eu des camarades qui ont pensé cela et ces camarades se sont trompés. Il n'y a aucune humiliation à le dire, parce que les faits matériels sont des choses fort respectables pour des matérialistes.

Si l'on jette un coup d'oeil en arrière, il est certain qu'au point de vue de nos positions centrales nous ne nous sommes pas trompés. Nous avons eu raison lorsque nous disions que les occupations de territoires par les Russes ne signifiaient pas des victoires de la révolution mondiale ou du socialisme, mais étaient déjà des prises de position d'armées impérialistes pour une nouvelle guerre. Nous avons raison lorsque nous disions que l'appui par les ouvriers à la Résistance antiboche désarmait en réalité ces ouvriers devant l'Etat démocratique de la bourgeoisie. Nous avons eu raison lorsque nous disions que les Etats démocratiques évoluaient vers le totalitarisme dans le cadre d'un espace vital de type fasciste. Nous avons eu raison lorsque nous disions que les nationalisations opérées par l'Etat démocratique ne constituent pas des étapes vers le socialisme, mais assurent une plus grande exploitation de la classe ouvrière. Nous avons eu raison lorsque nous disions que les "Conseils d'entreprises" (liés à un programme national de reconstruction) liaient en réalité les ouvriers à cette reconstruction de l'appareil économique de la bourgeoisie. Nous avons eu raison enfin lorsque nous dénoncions l'illusion d'une reconstruction de cet appareil pour une production "civile" d'abondance, et que nous affirmions au contraire que l'économie de guerre était le seul débouché durable pour la production sous forme de capital.

Mais toutes ces questions sur lesquelles nous avons eu raison n'enlèvent rien à ceci: c'est que malgré que nous avons eu une perspective historique globale juste, nous n'avons pas été capables de traduire cette perspective en termes d'appréciation sur les situations immédiates. Personnellement par exemple, lorsque je terminais en 1941 un rapport critique sur l'économie de guerre par cette phrase: "Après l'économie de guerre, l'économie de guerre reconvenue", des situations de "reconversion" comme nous en avons connues étaient pour moi exclues, comme étant impossibles. Aujourd'hui de telles insuffisances ne sont pas mortelles. Mais dans la phase de l'action de masse du parti de classe, elles pourraient le devenir. Les camarades qui nous suivent aujourd'hui possèdent déjà eux-mêmes une conscience de classe et, pour eux, les erreurs secondaires que nous pouvons faire sont submergées par leur propre

confiance dans les destinées historiques du prolétariat. Dans la phase d'action du parti de classe par contre, lorsqu'on s'adresse à des masses de travailleurs qui n'ont confiance que dans des mouvements visibles, contrôlables immédiatement, la moindre erreur se paie d'un prix très élevé. Et il n'est sans doute pas inutile de rappeler que la faillite de la IIIème Internationale est née justement dans les années 21-22, à la suite d'une mauvaise appréciation de la situation contingente et des mesures à y appliquer, bien que la perspective historique de l'I.C. était juste, comme devait le prouver la vague de fond de 1923.

Une appréciation exacte des situations est donc nécessaire. Comme il est nécessaire que les camarades qui professent des opinions différentes sur la tactique puissent justifier leur position par une évaluation exacte de la situation contingente.

Il y a dans le parti italien deux tendances. Ce qu'elles ont de remarquable, c'est que ni l'une ni l'autre ne parvient à se définir par rapport à l'autre d'une façon concrète, comme aucune des deux ne parvient à asseoir son argumentation, par rapport à une caractéristique nouvelle de la situation du capitalisme. Ce manque d'organicité est tel que plusieurs de ces camarades nient qu'il y ait en réalité deux tendances. Il n'y a là rien de nouveau en ce qui concerne la Gauche Communiste depuis 1943. C'est ainsi par exemple qu'il y a eu chez nous des camarades qui pensaient que les luttes sociales, ouvertes en 1943 par les grèves (qui furent le signal du linage de Mussolini) ouvraient une perspective révolutionnaire. Mais ces camarades ne sont jamais tombés dans le travers opportuniste qui leur aurait fait croire que le moment était venu de lancer de grands mots d'ordre de bataille pour conquérir les grandes masses et de diriger les luttes de classes vers l'assaut contre l'Etat.

Selon ma modeste opinion, nous nous trouvons ici devant une situation inédite, qui ne s'est encore jamais présentée dans l'histoire du mouvement révolutionnaire. Cette situation, nous ne sommes pas encore parvenus à la comprendre, à en marquer les caractéristiques et par conséquent à en extraire une ligne de conduite condensée organiquement sous forme de thèses sur l'action. Seul un puissant instinct de classe, développé par la longue habitude qu'a été la nôtre d'opposer une position prolétarienne à toutes les déviations opportunistes, réformistes et démocratiques, seul cet instinct de classe nous a guidé jusqu'ici, sans que cette action puisse se baser sur une analyse, traçant comme perspective probable le contenu réel de la situation actuelle.

Quelques informations marqueront avec précision les données de cette situation inédite, qui se détermine actuellement en Italie et commence à se déterminer à un degré moindre en France:

a) La situation générale du capitalisme italien est marquée (au même titre que celle des autres pays capitalistes) par l'évolution vers la guerre dans le cadre d'une intégration de l'Italie dans le bloc américain. Aucune des deux tendances ne songe à nier cette réalité.

b) Cette évolution vers la guerre devrait exclure la possibilité du renforcement d'une organisation qui (comme la nôtre) agit sur la base d'un programme d'opposition aux deux blocs et oppose le mot d'ordre du défaitisme révolutionnaire à la guerre. Le dilemme guerre-révolution excluait en effet jusqu'ici la possibilité d'une telle situation. Puisque nous avons vu avant 1939 que le procès de préparation de la guerre était seulement possible à la condition d'une intégration complète des forces ouvrières dans les fronts idéologiques de la guerre, il semblait d'une conséquence organique qu'il en soit de même cette fois-ci. Or, le fait est que notre Parti a récolté aux dernières élections 12.000 voix (contre 3.000) en 1946 pour la seule région de Milan. Les réunions que nos camarades organisent groupent couramment 1.000 à 3.000 auditeurs. Le 1er mai, ils ont organisé à Milan une réunion qui groupait 10.000 auditeurs (les optimistes parlaient de 15.000). D'autre part, nos camarades ont formé dans plusieurs grandes usines des

"fractions syndicales" qui sont des groupes d'action revendicative, agissant en opposition au programme de reconstruction de la bourgeoisie. Dans chacun de ces cas, ces résultats ont été atteints, sans aucune concession à l'esprit nationaliste, à la reconstruction, à l'antistalinisme ou au prostaliniisme, mais toujours sur la base d'une dénonciation du contenu identique du capitalisme russe et américain et de leur identique évolution vers la guerre impérialiste. Deux autres facteurs cependant marquent un indice de faiblesse; c'est: a) la diffusion du journal; il n'y a en effet qu'une moyenne de 5 journaux vendus par membre;

b) c'est la très forte fluctuation des effectifs qui ont atteint déjà le double de ce qu'ils sont actuellement.

Je pense que, en réalité, nous nous trouvons devant une situation inédite. Le seul critère de base qui nous a guidé dans le passé était basé sur une alternative historique conditionnant les forces de l'avant-garde; ou bien la situation évoluait vers la guerre, et cela entraînait la dissociation et la disparition de toute conscience prolétarienne, et la réduction de l'avant-garde à l'organisation squelettique de la Fraction; ou bien la situation évoluait vers la révolution, et cela entraînait la croissance de la Fraction, sa transformation en parti, la direction des luttes de classe pour l'assaut de l'Etat par ce parti. Je pense que cette perspective se complète aujourd'hui par un autre facteur, qui provient de l'intervention totalitaire de l'Etat dans le domaine économique.

Il n'y a qu'une façon marxiste de poser le problème de la formation du parti de classe: c'est de le considérer d'une façon marxiste. C'est-à-dire, de le placer en dans le cadre de la situation actuelle des classes, en dans le prolongement des critères dans lesquels le problème se posait auparavant. Il pullule de "marxistes" qui sont incapables de considérer les choses d'un point de vue historique; de "marxistes" qui sont incapables de faire de la dialectique; de "marxistes" qui sont incapables de se rappeler la nature de classe de l'Etat national. De telles applications du marxisme conduisent où l'on sait, du réformisme, au stalinisme, au trotskysme, au soutien de la "démocratie" espagnole des assassins de mineurs des Asturies, à la résistance impérialiste. On ne peut éviter de tomber à leur niveau qu'en posant le problème du parti sur sa véritable base. Pour mettre ce problème en lumière, il faut partir de critères de classes considérés dialectiquement dans leur progression historique. Pour cela il est nécessaire de rappeler d'abord comment le problème se posait au début de ce siècle, lors de la formation du parti bolchevik, dans une ambiance impérialiste d'extension vers les colonies et d'un fonctionnement bourgeois de type libéraliste. Il faut ensuite considérer comment le problème se posait après la faillite de la IIIème Internationale, avec la réduction progressive des forces politiques de classe à l'échelle infinitésimale des Fractions, dans le cadre d'une évolution parallèle et inverse du capital vers le totalitarisme mitigé de "l'entre-deux-guerres". Il faut enfin le considérer dans le cadre de la situation actuelle, où il semble se déterminer une possibilité d'extension des Fractions (malgré le fonctionnement totalitaire de plus en plus accentué du capitalisme et la constitution de blocs de nations évoluant vers la guerre) pour examiner si cette extension des Fractions est possible sur des bases de classe et quelle en est la signification.

#### LA FORMATION DU PARTI DANS LA PERIODE ASCENDANTE DU CAPITALISME.

+ + + + +

Il est nécessaire de fixer deux éléments qui sont intimement liés entre-eux, et qui touchent directement le problème de la formation du parti.

Le premier de ces éléments est que, au moment de la fondation du parti bolchevik, la fin des guerres coloniales annonçait que le sommet de l'ascendance du capitalisme était atteint. La crise économique de 1913 marque le début de sa décadence. Depuis lors, la proue des situations est orientée vers la double alternative: ou guerre impérialiste généralisée ou révolution prolétarienne.

Le second de ces éléments est que le début du siècle a vu la formation parallèle des premières grandes organisations de masse de la classe ouvrière.

Ces deux éléments plaçaient donc l'action des bolcheviks dans cette ambiance:

a) La bourgeoisie ne pouvait plus entreprendre ni la guerre, ni la "paix" sans le concours des organisations de masse groupant les ouvriers.

b) Les groupes révolutionnaires en général et les bolcheviks en particulier, s'adressaient à une classe ouvrière qui commençait à s'organiser en masse, mais qui présentait encore des régions très vastes où les ouvriers étaient politiquement vierges.

C'est à ce degré d'organisation de la classe ouvrière que se posait le problème de la formation du parti révolutionnaire au début de ce siècle. Cependant il ne dépendait pas seulement de ces facteurs. Il était lié à l'ouverture au sein de la société capitaliste d'une situation de type particulier.

Les bolcheviks avaient défendu, contre les tendances ouvriéristes et réformistes, le postulat que la formation du parti de classe ne pouvait se faire uniquement lorsque des ouvriers se réunissent sur un programme quelconque. Ils prétendaient que l'on ne peut parler de parti révolutionnaire que dans la mesure où les ouvriers se réunissent sur la base d'un programme politique représentant les intérêts historiques, antinationaux et révolutionnaires de la classe prolétarienne.

Ils ont aussi établi que la formation de ce parti ne pouvait se faire n'importe quand, à n'importe quel moment. La possibilité de fonder le parti de classe exigeait l'ouverture d'une crise au sein de la société capitaliste. Le parti bolchevik lui-même, fut fondé dans le développement de la vague montante qui, partant des grèves de 1896-98 aboutit à la grève générale de 1905.

C'est le développement d'une telle période de luttes qui sert de base à la naissance et à l'extension du parti de classe. C'est aussi une telle période qui permet de poser le problème de la prise du pouvoir, non seulement dans la théorie mais aussi dans les faits.

Il est nécessaire de définir les caractères d'une telle période pour comprendre le fondement de la formation du parti et de la prise du pouvoir d'abord; pour rechercher ensuite si la période du totalitarisme n'y apporte pas de correctifs à l'heure actuelle.

Cette crise sociale de la société capitaliste prenait sa source dans le déséquilibre entre la production et la consommation. A mesure que s'aggravait ce déséquilibre, des quantités de plus en plus grandes d'ouvriers se mettaient en grève. Le développement d'une telle période ne présente pas une marche ascendante, linéaire. Elle présente des hauts et des bas, des périodes de flux et de reflux, qui sont englobées dans une marche générale ascendante se dirigeant vers la révolution.

A mesure que cette crise s'aggravait, ou autrement dit, dans la mesure où le capitalisme ne pouvait prendre les mesures pour pallier au déséquilibre entre consommation et production, la chaîne des grèves s'étendait et aboutissait à un moment donné à la grève générale. Rosa Luxemburg fut la première à décrire une telle période d'une façon organique dans "Grève générale, Parti et Syndicats". Trotsky le fit un peu après dans "1905".

Lorsque la situation de grève générale est ouverte et que les autorités bourgeoises deviennent incapables de prendre des mesures pour remettre en marche le système économique d'une façon décisive, s'ouvre la période de crise, de faillite de l'Etat capitaliste. Et enfin, dans la mesure où cette faillite s'aggrave, surgissent spontanément des organes de gestion prolétarienne (Conseil d'usine, de quartier et d'armée) qui

s'arrogent les fonctions que l'Etat n'est plus capable de remplir.

Toutes les périodes de grève n'ont pas évolué jusqu'au stade de la faillite de l'Etat. Et toutes les périodes qui ont débordé dans ce stade n'ont pas vu apparaître ces Conseils, à un degré égal dans les trois domaines, de la gestion des usines, des quartiers et de l'armée. L'échelle sur laquelle apparaissent ces organes de gestion prolétarienne est dépendante du degré de crise, de faillite de cet Etat. Mais il reste vrai que tel est bien le tracé schématique réel des faits qui permettent de former le parti de classe révolutionnaire. C'est l'ouverture au sein de la société capitaliste d'une période de crise qui, limitée d'abord au domaine économique, dégénère en crise sociale et entraîne la faillite de l'Etat, lorsque celui-ci est incapable de sortir de cette crise, et fait jaillir spontanément des organes de gestion sociale par la classe ouvrière.

C'est ici du reste qu'apparaît la nécessité organique du parti de classe. L'esprit logique conclut de la faillite de l'Etat et de l'apparition des Conseils que la révolution triomphe. L'esprit dialectique des bolcheviks, par contre, avait compris que cette faillite peut ne pas être définitive. Si l'Etat trouve de nouvelles méthodes de gestion et remet en marche la production, il peut sortir de cette crise. Et dans la mesure où il remplit cette fonction, les Conseils disparaissent, car leur base d'apparition n'est pas une volonté quelconque des ouvriers, mais la crise historique de l'Etat.

La prise du pouvoir ne devient possible que lorsque le prolétariat mène, sur la base des Conseils, l'assaut contre l'Etat national, pour sa destruction définitive. Cet assaut, à son tour, n'est possible que lorsqu'un parti diffuse au sein des masses travailleuses le programme de l'Internationale. Seule la diffusion de ce programme, créant au sein des masses en mouvement une idéologie antinationale, permet de mener l'assaut contre l'Etat. Tout autre programme ne peut être que nationaliste. La réalisation de ces programmes entraîne par conséquent le rétablissement et le renforcement de l'organisation central qui les incarne et est appelé à les réaliser, c'est-à-dire l'Etat national. Par conséquent, la condition première qui permet de passer à l'assaut de l'Etat sur la base des Conseils est la formation du parti de classe, dans le cours du développement qui conduit à la faillite de l'Etat, et la diffusion du programme internationaliste par ce parti de classe.

Telle est la signification profonde des événements révolutionnaires, leur profonde base historique, les possibilités qu'elles contiennent et les tâches qu'elles exigent.

Cependant, on ne peut comprendre la portée de ces événements que si l'on dispose de l'arme acérée de la critique marxiste. Seul le parti de classe présente dans de telles conditions l'élément de conscience, qui comprend la portée des événements, et y intervient pour les orienter vers la victoire révolutionnaire. La masse des ouvriers, par contre, n'entre pas en lutte parce que, par une opération du Saint-Esprit, ils sont devenus soudain internationalistes et révolutionnaires. Ils entrent en lutte parce que le déséquilibre entre la production et la consommation et (dans la phase aiguë de la crise) l'arrêt presque complet de la production, réduit leur niveau de vie d'une façon drastique. Le parti joue donc le rôle d'un élément de conscience, qui explique aux ouvriers la portée des événements, qui importe le socialisme dans la classe ouvrière et l'entraîne à sa suite sur la base du programme internationaliste vers l'assaut contre l'Etat.

Aussi est-il juste de dire comme le font certains camarades de la Gauche Communiste que (en réalité) le parti bolchevik a été fondé en 1917; que c'est seulement lorsque la situation s'ouvre pour mener l'assaut contre l'Etat que le prolétariat agit en tant que classe indépendante, appelée à instaurer le socialisme. Mais cette affirmation risque fort de devenir une simple formule littéraire si, en l'avancant, on oublie tout le procès historique antérieur de formation des cadres du parti de classe.

L'action directe du parti pour la prise du pouvoir est une chose. La formation des cadres du parti en est une autre. Dans les conditions de crise historique du libéralisme, ces deux choses étaient liées: quand s'ouvraient au sein de la classe ouvrière les conditions pour former les cadres du parti, cette situation évoluait en même temps organiquement vers la faillite de l'Etat.

Il serait, d'un côté, anti-historique de vouloir créer les cadres du parti de classe sans qu'existent au sein de la classe ouvrière les conditions historiques pour les former. Mais il serait tout aussi anti-historique de prétendre que c'est seulement lorsque l'assaut contre l'Etat devient une possibilité directe que s'ouvre le moment de la formation des cadres du parti. La formation de ces cadres ne dépend pas en définitive d'un programme chronologique tracé d'avance et minuté selon un plan préétabli. Ils se forment quand se déterminent au sein de la classe ouvrière les conditions pour les former. Cette formation était (dans l'ascendance du capitalisme) intimement liée à l'ouverture d'une crise au sein de la société capitaliste, crise qui dégénérait en procès de faillite de l'Etat qui (à son tour) ouvrait la possibilité d'assaut contre l'Etat national, pour sa destruction et pour le triomphe de l'Internationale.

Les cadres du parti bolchevik ont commencé à se former depuis 1896-1898 sous la forme d'une Fraction, depuis 1903, sous la forme d'un Parti dirigeant la lutte des classes à l'échelle locale.

La base historique de la formation des cadres du parti (du travail extérieur des Fractions) était la réunion de forces politiques de classe limitées, sur le programme révolutionnaire, lors de la réduction du niveau de vie des masses, évoluant vers la crise révolutionnaire.

La base historique de l'assaut au pouvoir était la direction de la lutte des classes par le Parti lors de la faillite de l'Etat.

Dans les conditions du libéralisme ces deux choses étaient intimement liées parce que l'Etat, n'étant pas armé contre la crise, celle-ci (qui entraînait naturellement la réduction du niveau de vie des masses) conduisait en même temps d'une façon organique vers la grève générale et la faillite de l'Etat.

#### LA FORMATION DU PARTI DE CLASSE APRES LA FAILLITE DE LA IIIème INTERNATIONALE.

+++++

On connaît assez les causes de la faillite de la IIIème Internationale. On sait comment les partis communistes dans le monde furent progressivement conduits sur une base nationaliste, à la suite de leur fausse tactique "antifasciste", qui était en réalité une prise de position pour la défense de l'Etat national, censé démocratique, de la bourgeoisie. La Russie soviétique, de son côté, fut le théâtre d'une progressive transformation de la nature du pouvoir sorti des événements de 1917. L'orientation politique générale, orientée en Russie et dans le monde, vers des postulats nationaux (socialisme en un seul pays) ne pouvait avoir d'autre contenu que la victoire de l'organisme national: l'Etat national de la bourgeoisie. Or, les événements révolutionnaires naissaient justement d'un procès de faillite de cet Etat lors d'une crise profonde de l'économie.

Jusqu'en 22-23, tout le mouvement communiste basait son action sur l'ouverture d'une situation conduisant organiquement à la faillite de l'Etat national. Toutes ses tactiques visaient par conséquent à accélérer cette faillite pour porter le coup de grâce à l'Etat national au moment décisif de la crise. En 22-23, ce fut exactement le contraire. L'orientation politique nationaliste ou démocratique ne peut avoir d'autre réalisation pratique que le sauvetage de l'organisme qui incarne ce programme nationaliste ou démocratique, c'est-à-dire l'Etat national. Par conséquent, lors des événements

d'Italie et d'Allemagne en 23, de ceux de Chine en 27, de ceux de France et d'Espagne en 1936, les ouvriers étaient jetés dans la lutte par une vague de fond qui se dirigeait organiquement vers la faillite de l'Etat. Mais ils étaient par contre engagés politiquement dans un courant inverse, de consolidation, de défense et de renforcement de cet Etat, sous prétexte d'antifascisme.

Dans cette période, qui va de 23 à 39, nous avons défendu (à l'encontre du trotskysme) l'idée que la faillite de la IIIème Internationale et l'évolution parallèle de la société capitaliste avaient introduit de nouveaux facteurs dans le problème de la formation du parti.

Le trotskysme continuait à se baser sur la seule ouverture d'une crise au sein de la société capitaliste et il ne se rendait pas compte des nouvelles conditions où cette crise se produisait. D'où il résulte qu'ils formèrent "L'Internationale" trotskyste en 1933, non pas dans une période de montée révolutionnaire, mais d'intégration complète des ouvriers dans les fronts de la guerre, placés sous l'étiquette trompeuse d'une lutte entre le fascisme et l'antifascisme.

Les éléments nouveaux que nous pensions avoir décelé dans le problème de la formation du parti de classe étaient les suivants:

1° Les organisations de masse nées au début de ce siècle sur une grande échelle étaient complètement intégrées dans des programmes nationalistes. Les ouvriers pensaient, dans leur majorité, que la nationalisation opérée par l'Etat national était une étape vers le socialisme.

2° Le stalinisme n'était pas considéré par nous comme un phénomène basé sur une "erreur" de militants ouvriers (comme le prétendaient les trotskystes). Nous le considérons comme un courant, une réalité historique, qui remplissait en Russie et dans le monde, la fonction propre des partis bourgeois, dans les nouvelles conditions de la décadence du capitalisme.

3° Ces nouvelles conditions du gouvernement bourgeois sur la classe ouvrière furent révélées pour la première fois d'une façon empirique par la pratique de la démocratie économique de la République de Weimar. Leur caractère distinctif est que (au contraire de la période libérale) l'Etat intervient désormais dans le domaine social sous une forme totalitaire. Il lie l'ensemble des activités sociales pour les diriger vers la réalisation d'un but, présenté en tant qu'objectif à atteindre. Ce but était, en Allemagne, la reconstruction de l'appareil économique de la bourgeoisie.

Dans sa période décadente, le capitalisme ne trouve plus de ciment social dans l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière. Ces conditions de vie baissent de plus en plus. Il ne peut vivre que sur la base d'une réduction continue de ce niveau de vie. Par conséquent, c'est seulement dans le domaine général des idées qu'il peut trouver un ciment social. La bourgeoisie cimente sa société décadente, en entraînant les ouvriers dans des actes, des courants, des réalisations, qui sont présentés comme réalisant le socialisme.

Par conséquent, nous avons défendu contre le trotskysme cette position: que la simple phrase sur le socialisme n'est pas un indice de la lutte contre la bourgeoisie. La phrase sur le socialisme ne devient l'indice d'une lutte révolutionnaire que lorsqu'elle est liée à un programme de subversion de l'Etat national. Si elle est, par contre, liée à un programme national-démocratique, sa réalisation pratique ne peut avoir pour agent d'exécution que l'Etat national. Dans ce cas, la phrase socialiste ne peut servir à mobiliser les ouvriers contre le capitalisme qui s'incarne de plus en plus dans cet Etat. Elle sert alors, au contraire, de moyen pour le capital de mobiliser les ouvriers pour apporter leur appui à l'Etat national, qui est l'organisateur de leur misère.

C'est donc tout d'abord du problème de l'Etat national que gravite de plus en plus le problème de la formation du parti de classe.

Dans les conditions du libéralisme, la formation du parti de classe était liée à l'ouverture d'une crise qui conduisait organiquement à la faillite de l'Etat.

Dans les conditions de l'évolution vers le totalitarisme des années 23-39, ce facteur persiste. Mais il s'y joint un nouveau; c'est que la grande majorité des ouvriers agissent désormais sur la base d'un programme nationaliste, qui oriente leur lutte non contre l'Etat, mais bien à son bénéfice. Les conditions de la formation du parti ne dépendent donc pas uniquement de cette crise, s'orientant organiquement vers la faillite de l'Etat. Elles exigent en plus de cela qu'il se soit fait au sein de la classe ouvrière un travail d'épuration, d'élimination des idéologies nationalistes, ouvrant la voie au recrutement d'abord, à l'action de masse ensuite, des nouveaux partis de classe, lors d'une telle crise.

L'intervention totalitaire de l'Etat dans les domaines économique, politique et social a, d'autre part, profondément bouleversé le procès d'apparition de cette crise révolutionnaire. C'est ce que le trotskysme n'a jamais été capable de comprendre. Pour comprendre les nouvelles conditions de l'ouverture d'une crise révolutionnaire (donc aussi de la formation et de l'action du parti révolutionnaire) il est nécessaire de préciser les modalités d'intervention de l'Etat totalitaire, et sa position par rapport à l'ensemble de la société et de ses crises, dans les conditions du capitalisme décadent et totalitaire.

Le mode de mouvement du capitalisme décadent est le suivant:

A) Il présente aux masses un but, fixé en tant qu'objectif à atteindre. Ce but est parfois présenté sous le signe dominant d'un mot d'ordre politique à réaliser (en Allemagne dans les années 23-29, la réalisation de la démocratie économique; après 33 la réalisation de la Grande-Allemagne). Il est parfois placé (par contre) sous le signe dominant de l'objectif économique à atteindre (en Russie les plans quinquennaux; dans les pays démocratiques la reconstruction après 44, puis le plan Marshall). Mais dans l'un ou l'autre cas, le but visé par le capital est d'entraîner les ouvriers dans un procès de production économique (qui était en Allemagne avant 33 la reconstruction; après 33, l'économie de guerre).

B) Les moyens de rattacher les ouvriers à ce procès économique consistent à les faire agir politiquement, sur un programme national; socialement, sur des Conseils d'entreprise, la cogestion; économiquement, à accepter la réduction de leur niveau de vie. L'action politique sur un programme national entraîne leur acceptation des mesures de cet Etat. Et celui-ci, étant en même temps l'agent d'exécution du dirigisme, ils acceptent pratiquement l'organisation de leur misère, tout en se désarmant volontairement devant l'organisme qui est chargé d'organiser cette misère: l'Etat national. Ainsi les ouvriers sont désarmés politiquement devant l'Etat. Et la réalisation du but, dans une étape considérée, réalise la condition pour passer à l'étape suivante; l'impuissance des ouvriers devant l'Etat (en Allemagne devant le nazisme).

L'action sociale sur la base des Conseils d'entreprise (la cogestion liée à un programme national) place les ouvriers sur le terrain de l'assainissement interne de la production capitaliste. Orientés vers la collaboration avec le capital à l'échelle des entreprises, ils ne peuvent se diriger politiquement vers la destruction du capitalisme tant que cette collaboration subsiste. Ici aussi, ils sont désarmés politiquement devant l'Etat national.

Ces deux orientations des ouvriers (sur le double plan social et politique) entraînent leur impuissance sur le terrain de la revendication économique. Par là, leur orientation politique nationale et sociale (cogestion) remplit la condition du fonctionnement du capitalisme décadent: la réduction du niveau de vie des masses.

C) La position de l'Etat national par rapport à la crise est profondément bouleversée. Dans la période libéraliste, l'heure de la révolution prolétarienne sonne lorsqu'une crise économique dégénère en crise sociale et aboutit à la faillite de l'Etat. Dans les conditions de la décadence, la bourgeoisie a compris ce danger. L'Etat est désormais mieux armé contre les crises et leur évolution révolutionnaire. La seule façon marxiste de comprendre ce problème est de le situer dans sa progression historique:

En 1905 et en 17-23 la crise sociale dégénère en crise de l'Etat. Celui-ci n'est pas armé pour combattre ce développement. En 23, la pratique de la démocratie économique en Allemagne et du fascisme en Italie font apparaître les moyens pour l'Etat, non seulement de combattre les évolutions révolutionnaires des crises sociales, mais pour empêcher cette crise sociale de se produire. Les moyens politiques, économiques et sociaux en ont été sommairement exposés plus haut. Ils consistent dans l'engagement des ouvriers dans la réalisation d'un but, présenté en tant qu'objectif à atteindre.

L'orientation des ouvriers vers la réussite des plans quinquennaux, la démocratie économique, la Grande-Allemagne, l'abondance par le Front populaire, la reconstruction, le plan Marshall, tel est le mode de mouvement du capitalisme décadent.

Le capital trouve le moyen de mettre en marche son appareil économique; il trouve le moyen d'empêcher les crises de se produire en faisant recours à un nouveau type d'accumulation, l'accumulation décadente du capital. Celle-ci consiste essentiellement dans le financement de l'économie par l'Etat, ce qui entraîne la réduction du niveau de vie des masses. La première application de l'accumulation décadente après les événements révolutionnaires de 17-23 fut la reconstruction de l'appareil économique de la bourgeoisie allemande. Celle-ci fut financée partie par l'Etat allemand, partie par les plans Young et Dawes. Lorsque cette reconstruction eut atteint ses limites objectives, s'ouvrit de nouveau en Allemagne comme dans le monde une période de crise, de stagnation de l'appareil économique. La signification profonde du nazisme en Allemagne consiste dans ceci: c'est que (la stagnation de la production annonçant la probabilité de grandes luttes sociales) la bourgeoisie a pris les devants. Elle a créé un mouvement politique qui a entraîné les ouvriers et les a liés à la réalisation du but qui permettait à la bourgeoisie de durer: l'économie de guerre nazie, succédant à la reconstruction.

L'Etat intervient donc dans le corps social en 23 pour lutter victorieusement contre les événements révolutionnaires; en 33, pour empêcher que la stagnation économique ne dégénère en grandes luttes sociales pouvant elles-mêmes engendrer les luttes révolutionnaires. La progression indique donc nettement (en 33 par rapport à 23) une progressive maîtrise de la bourgeoisie sur son système économique. Dans la phase de la décadence, cette maîtrise n'a fait que s'accroître: la bourgeoisie et son Etat n'ont plus attendu que se détermine en 44-45 une stagnation de l'appareil économique; ils ont pris avant même la fin de la production de guerre sur une grande échelle, des mesures de rapide reconversion de l'appareil économique, pour empêcher que le changement d'activité n'ouvre la porte à des luttes sociales. De même, en automne 46, l'imminence d'une crise économique aux USA est victorieusement combattue par la bourgeoisie américaine par l'activité économique financée par l'Etat et placée sous l'étiquette du plan Marshall. Enfin, celui-ci étant à peine entré dans sa phase de réalisation (mai-juin 48), la bourgeoisie américaine prévient déjà son épuisement, en investissant plus de dix milliards de dollars dans l'économie de guerre.

Cette évolution de l'intervention étatique ne signifie évidemment pas que la bourgeoisie serait entrée dans l'ère de la liberté économique, succédant à l'ère de la fatalité économique. Aujourd'hui comme hier l'écroulement de son système est inscrit dans l'indéfectible succession des situations sociales conduisant à la victoire du socialisme.

Mais ceci n'enlève rien au fait que la bourgeoisie est victorieusement passée du stade libéraliste au stade du capitalisme d'Etat. Le problème de son écroulement était lié dans la période libéraliste aux limites objectives de l'accumulation libéraliste. Celle-ci atteint ses limites objectives avec la fin des guerres coloniales et la crise de 1913, et débouche dans la poussée révolutionnaire de 1917-23.

Maintenant le problème de l'écroulement de la bourgeoisie ouvrant la possibilité de l'assaut révolutionnaire contre l'Etat, (au stade du capitalisme d'Etat) est liée à l'atteinte des limites objectives de l'accumulation décadente, du financement de l'économie par l'Etat.

#### POSITION HISTORIQUE DU PROBLEME PAR RAPPORT A LA CRISE DU CAPITALISME.

+ + + + +

La perspective générale, historique, conditionnant la formation du parti de classe est donc profondément bouleversée par rapport au libéralisme.

A l'époque libéraliste, l'heure de la révolution prolétarienne sonne lorsque la crise économique dégénère en crise sociale et entraîne la faillite de l'Etat. A l'époque du dirigisme, du capitalisme étatique, l'heure de la révolution sonne lorsque l'Etat s'écroule parce qu'il ne peut plus empêcher la crise de se produire au moment où sont atteintes les limites objectives de l'accumulation décadente.

A l'époque libéraliste, la faillite de l'Etat apparaît au terme d'une vague de fond révolutionnaire. A l'époque dirigiste (du capitalisme étatique) la faillite de l'Etat apparaît au début de la période révolutionnaire.

Il faut cependant tenir compte ici de l'évolution parallèle qui est intervenue, non seulement dans les rapports de l'Etat avec la crise économique, mais aussi dans les rapports des Etats entre eux. L'évolution totalitaire de la société capitaliste sur le plan national est parallèle à l'évolution totalitaire sur le plan international.

De plus en plus, l'ensemble des activités sociales dans les différentes nations échappe au principe de l'indépendance des bourgeoisies nationales. Dans un bloc de nations quelconque, l'ensemble de l'économie fonctionne selon les intérêts particuliers de la nation qui occupe une position prédominante dans ce bloc. C'est le cas dans le bloc russe comme dans le bloc américain.

La situation ouverte en 43 en Italie peut servir de test pour contrôler ces assertions. Les grèves de mars 43 indiquent que le personnel politique fasciste ne peut plus empêcher la crise de se produire. La crise révolutionnaire de 1917 en Russie présente aussi déjà par beaucoup d'aspects le même schéma d'apparition de la crise. Dans le cadre italien, en 1943, le financement de l'économie par l'Etat n'est plus possible. L'appareil de production ne peut presque plus fonctionner. L'accumulation décadente a atteint ses limites objectives dans le cadre de l'Etat italien. Bien que la situation italienne de 43 n'ait pas engendré d'événements révolutionnaires, elle peut servir de point de repère précieux.

Le maintien de l'emprise capitaliste sur la société italienne, après 43, provient en majeure partie de la présence de troupes étrangères et de l'intervention d'Etats plus puissants, dans le financement de l'économie. Ainsi la légère amélioration économique intervenue en 47-48 en Italie ne dément pas que l'accumulation décadente financée par l'Etat italien avait atteint ses limites objectives en 1943, puisque l'amélioration de 1947-48 dépend essentiellement de l'intervention américaine sous la forme d'emprunts d'abord, du plan Marshall ensuite.

Mais ces deux éléments (la présence de troupes étrangères et l'intervention d'un Etat plus puissant dans le financement de l'économie) ne peuvent faire perdre de vue l'élément fondamental révélé par la crise italienne de 43: l'impossibilité pour l'Etat

de poursuivre l'accumulation décadente n'entraîne pas automatiquement une efflorescence révolutionnaire. Même lorsque l'Etat est à la veille de s'écrouler, le capital a encore des possibilités. Ces possibilités se trouvent essentiellement dans le domaine politique. C'est ainsi que, dès mars 1943, la bourgeoisie italienne développe une nouvelle orientation et un nouveau personnel politiques démocratiques cette fois. C'est l'acceptation par les ouvriers de cette nouvelle orientation politique bourgeoisie qui présente, dans la phase de l'écroulement de l'Etat lors de la crise de l'économie dirigée, la base pour une éventuelle étape nouvelle de la survivance bourgeoise. Tant que le programme accepté et soutenu par les ouvriers n'est pas internationaliste, il ne peut en effet que se concentrer autour de l'Etat national, guider les masses vers son soutien. Dans les meilleures conditions, le programme non-internationaliste réalise au moins la neutralité des ouvriers devant l'Etat national.

Ainsi, même lorsqu'il y a une crise de l'économie dirigée, et écroulement de l'Etat, ceci ne signifie pas une victoire fatale (dans l'immédiat) de la classe ouvrière et du socialisme. Tout comme la faillite de l'Etat lors de la crise historique de 22-23 en Allemagne et en Italie a pu être victorieusement dépassée par la bourgeoisie, lorsqu'elle eut trouvé de nouveaux moyens de gouvernement sur la classe ouvrière (conseils d'entreprises et démagogie sur la construction du socialisme), les crises de l'avenir peuvent aussi révéler à la bourgeoisie de nouveaux moyens de gouvernement adaptés à la phase du capitalisme d'Etat. Sans même innover de nouveaux moyens, le capital peut se survivre, commencer une nouvelle période, d'abord en orientant politiquement les ouvriers sur un programme national, assurant leur neutralité et leur impuissance devant l'Etat; ensuite (cette condition politique étant remplie) trouver le moyen d'approfondir l'accumulation décadente, en bouleversant par exemple les rapports de force au sein de sa propre classe; soit en liquidant massivement les classes moyennes, soit en liquidant des forces bourgeoises adverses, soit en recourant à la nationalisation et au planisme totaux de type policier permanent (comme en Russie).

L'écroulement de l'Etat lors de la crise dans l'économie dirigée, ne peut donc devenir le point de départ de la lutte révolutionnaire, qu'à la condition qu'il existe des forces politiques capables d'importer le socialisme dans la classe ouvrière lorsque cet écroulement se produit.

Mais même si toutes ces conditions sont remplies, si le socialisme est importé dans la classe ouvrière, lors d'une crise de l'Etat et que le parti de classe parvient à transformer une agitation sociale du type de 1943-45 en Italie, en événements révolutionnaires, cette éventualité ne prend sa signification que lorsqu'on la considère dans le cadre du capitalisme mondial. Ses possibilités historiques sont fondamentalement différentes selon qu'elle se produisant dans un pays vassal d'un bloc de nations, ou bien dans le pays dirigeant, suzerain de ce bloc de nations. C'est que la marge de sécurité du capitalisme en général est donnée par la marge de sécurité, par les possibilités de fonctionnement du système, dans les pays dominants des blocs de nations en présence.

Il peut donc se déterminer dans un bloc quelconque des situations de misère, de stagnation ou d'arrêt de la production, dans des nations vassales, sans que cette situation change quelque chose à la justesse de ce qui a été dit plus haut. De telles situations ne sauraient avoir d'influence sur le capitalisme en général. Et si des événements révolutionnaires devaient surgir d'une telle situation, dans des pays vassaux, ils ne pourraient avoir que la signification de luttes périphériques, incapables par elle-mêmes d'ébranler le système dans son ensemble.

La perspective générale, historique, de la formation du parti de classe est donc profondément bouleversée par rapport au libéralisme.

A l'époque libéraliste, l'heure de la révolution prolétarienne sonne lorsque la crise économique dégénère en crise sociale et entraîne la faillite de l'Etat. A l'époque

du dirigisme, l'heure de la révolution prolétarienne sonne lorsque l'Etat s'écroule parce qu'il ne peut plus empêcher la crise économique de se produire, au moment où sont atteintes les limites objectives de l'accumulation décadente.

A l'époque libéraliste, la faillite de l'Etat apparaît au terme d'une vague de fond révolutionnaire. A l'époque dirigiste (du capitalisme étatique) la faillite de l'Etat apparaît au début de la période révolutionnaire.

Mais on ne peut perdre de vue que derrière cette apparente solidité du régime capitaliste se produit un lent travail de désintégration qui le mine de l'intérieur. L'analyse correcte de ce procès interne est de la plus haute importance pour situer le problème de la formation de cadres du parti dans les conditions de la décadence du capitalisme.

Pratiquement, l'état actuel de l'analyse marxiste permet de dire que les limites objectives de l'accumulation décadente sont intimement liées à la position politique générale des ouvriers. L'accumulation décadente (le financement de l'économie par l'Etat) dépend en effet du degré de solidité de cet Etat, de la maîtrise qu'il exerce sur l'ensemble de la société. Et cette maîtrise (cette solidité) dépend à son tour du degré où l'Etat est soutenu par la classe ouvrière.

Ainsi toute la question révolutionnaire et de la formation du parti se résument en deux pôles: la solidité de l'Etat national et le degré où les ouvriers le soutiennent.

Tout comme le problème révolutionnaire est profondément bouleversé par suite de la position différente de l'Etat vis-à-vis de la crise économique, deux facteurs commencent à modifier depuis 40-44 les conditions de l'attitude des ouvriers envers l'Etat:

1) L'élément occasionnel qui poussait les ouvriers dans la lutte à l'époque du libéralisme (à savoir la diminution de leur niveau de vie au moment de la crise) existe désormais d'une façon permanente;

2) Les réformes de structure, les nationalisations, la cogestion, ne sont plus, comme à l'époque du libéralisme, d'une réalisation éloignée: elles sont entrées dans la phase de la pratique.

Parallèlement, les organisations de masse, nées au début de ce siècle sur une grande échelle, se sont développées sans cesse. Des masses de plus en plus grandes s'intéressent à la vie sociale et politique et y participent.

LA FORMATION DES CADRES DU PARTI DE CLASSE DANS LES CONDITIONS DU TOTALITARISME.

+ + + + +

Pour bien situer le problème, il faut le considérer dans sa progression historique:

a) Dans l'époque libéraliste: la formation des cadres du parti de classe s'opère dans une période de crise du capitalisme qui évolue organiquement vers la faillite de l'Etat. Le parti joue son rôle spécifique de direction de luttes de classes vers la prise du pouvoir et la destruction de l'Etat national, lorsque cette crise entraîne la faillite de l'Etat et fait surgir des conseils de gestion par la classe ouvrière.

b) Dans l'époque de 23 à 40: (révolution vers le dirigisme); le type de crise sociale qui permet de poser le problème de la formation du parti est resté le même qu'auparavant. C'est une crise qui prend sa source dans le domaine économique, qui développe des grèves jusqu'au stade de la grève générale, entraîne la faillite de l'Etat et fait surgir des Conseils de gestion par la classe ouvrière. Ce type de crise sociale s'est notamment manifesté en Europe occidentale (Belgique, France, Espagne) lors de la crise de 29. Celle-ci engendre des luttes économiques partant de 30-32, et qui évoluent vers la situation de grève générale de 36. C'est cependant dans l'unique exemple de

l'Espagne que cette crise a débordé du terrain économique, pour commencer à dégénérer en crise sociale, mettant en cause le problème de la gestion de la société, en juillet-août 1936.

Les deux nouveaux éléments qui interviennent dans cette période touchant la position de l'Etat vis-à-vis de la crise et la formation du parti révolutionnaire sont les suivants:

Le dirigisme politique: les partis stalinien, social-démocrates, trotskystes et anarchistes, orientent les ouvriers sur un programme démocratique et antifasciste. Par là, ils assurent la neutralité politique des ouvriers vis-à-vis de l'Etat. Par là ils rendent possible le dirigisme économique de cet Etat. Cette orientation politique entraîne des masses de plus en plus nombreuses dans la mesure même où la réduction de leur niveau de vie force ces masses à s'intéresser à la vie politique. Ainsi se crée au sein de la classe ouvrière une situation politique générale d'orientation nationaliste qui empêche qu'une action politique révolutionnaire ne se développe parallèlement à la croissance organique de la crise économique en crise sociale et en crise de l'Etat. Cette orientation politique générale des ouvriers empêche enfin la diffusion des idées et du programme révolutionnaire par l'avant-garde et limite celle-ci à l'échelle infinitésimale des Fractions isolées, peu nombreuses et sans possibilités d'action.

Le dirigisme économique: Les événements révolutionnaires de 17-27, débouchant de la crise générale de décadence du capitalisme, ont inauguré historiquement la période du dirigisme. Leur victoire à l'échelle mondiale aurait signifié la fin de la fatalité économique et l'entrée de l'humanité dans la période de la liberté économique, c'est-à-dire, dans une période où (n'étant plus soumise à l'empirisme social de la production de plus-value sous forme de capital) elle prenait en mains ses propres destinées et commençait à faire elle-même consciemment son histoire.

Ces événements révolutionnaires n'ont cependant pas triomphé. La bourgeoisie a rétabli son emprise sur la société. Mais elle n'a pas pu rétablir son hégémonie en se basant sur les principes de gouvernement de la période libéraliste, où le système fonctionnait par le seul développement de ses forces internes. La bourgeoisie, pour se maintenir, doit faire du dirigisme, orienter l'ensemble des activités sociales vers des buts déterminés. La base organique du dirigisme de la bourgeoisie, réside dans le recours à un nouveau type d'accumulation du capital: l'accumulation décadente; ou, autrement dit, le financement de l'économie décadente par l'Etat. Le système ne peut plus fonctionner sous une forme libéraliste, parce que les possibilités de l'accumulation libéraliste sont épuisées. Les marchés d'écoulement extra-capitalistes sont épuisés. L'accumulation du capital ne peut plus se faire que par une intervention de l'Etat. Dès lors, à chaque arrêt de la production, l'Etat interviendra pour mettre en marche le fonctionnement économique.

Cette intervention de l'Etat dans le financement de l'économie ne peut se faire qu'au prix d'une réduction du niveau de vie des masses, et conduit organiquement à l'économie de guerre.

Les différentes étapes de l'intervention de l'Etat dans l'économie, dans le but de pallier à la stagnation économique, marquent une évolution de la bourgeoisie dans la connaissance des principes de son fonctionnement.

L'accession de la bourgeoisie à cette connaissance scientifique de la société, analyse qui aurait permis à la bourgeoisie de fonctionner capable d'assurer la permanence de la bourgeoisie décadente apparaissent dans la première application remontée à la crise de 1929.

En 1923, il a fallu des événements

que la bourgeoisie décèle ces moyens de gouvernement qui furent mis en oeuvre par la social-démocratie sous la nomination de "démocratie économique" et dont le contenu réel fut la reconstruction de l'appareil économique de la bourgeoisie à la suite d'un financement par l'Etat allemand et les plans Young et Dawes.

Mais depuis cette date, les différentes interventions de l'Etat dans le domaine économique aux moments de crise, marquent une progressive amélioration des connaissances de la bourgeoisie dans le domaine des moyens de gouvernement de la décadence, et sa progressive maîtrise sur l'appareil économique.

En 1929-33, la bourgeoisie allemande n'a plus attendu que la stagnation économique dégénère en grandes luttes sociales, susceptibles elles-mêmes de dégénérer en crise révolutionnaire. Après l'accumulation décadente pour le financement de cette reconstruction, elle a entamé avec succès une nouvelle étape de l'accumulation décadente pour le financement de l'économie de guerre nazie.

La capacité de la bourgeoisie allemande de recourir la première à l'accumulation décadente sur une grande échelle pour sortir de la crise économique de 1929, alors que (au même moment) les bourgeoisies occidentales ne pouvaient empêcher la naissance et le développement d'une crise économique évoluant vers la grève générale (et, en Espagne, vers la crise sociale), cette capacité ne s'explique pas par une supériorité quelconque de la "race" allemande. Elle ne s'explique pas non plus, par des conditions spécifiquement allemandes, mais bien par des facteurs de classe qui étaient plus évolués en Allemagne que dans les autres pays. Elle s'explique par le fait que la démocratie économique antérieure avait déjà neutralisé politiquement la classe ouvrière allemande vis-à-vis de l'Etat, en l'orientant par la cogestion et la collaboration des classes vers l'intégration politique dans des programmes nationalistes.

Ceci est confirmé par le fait que les bourgeoisies des autres pays n'ont pu commencer le financement de l'économie de guerre que dans la mesure exacte où les ouvriers étaient orientés politiquement par les programmes antifascistes vers la neutralité et l'impuissance vis-à-vis de l'Etat.

Accumulation décadente et position politique des ouvriers sont donc intimement liés. Elles se conditionnent l'une l'autre. Au plus les ouvriers agissent sur un programme politique nationaliste, au plus aussi les possibilités de mettre en marche et d'étendre l'accumulation décadente sont grandes.

En résumé donc, la période de 23 à 40 laisse subsister l'ancien schéma d'apparition de la crise révolutionnaire. Mais l'entêtement parallèle et inverse des ouvriers dans un procès politique national démocratique les oriente, non plus vers la destruction de l'Etat national, mais vers son renforcement, sous le prétexte antifasciste.

Cette orientation politique, jouissant de l'appui des masses ouvrières de plus en plus grandes dans les années 33-40, empêche la formation de partis révolutionnaires parallèlement au développement de la crise sociale, se dirigeant vers la grève générale de 1936. Cette orientation démocratique, en entraînant les ouvriers sur une base nationaliste, crée au contraire les conditions pour passer au déclenchement de la guerre en 1939. Dans la seconde guerre mondiale, les Fronts populaires ont joué le même rôle que les réformistes dans la première guerre mondiale. Les uns et les autres ont apporté à la bourgeoisie le concours des masses ouvrières, concours dans lequel la guerre n'est plus possible.

C) Dans l'époque ouverte après la guerre de 1939: Le chauvinisme nationaliste à l'échelle mondiale des années 1944-45 permet à la bourgeoisie mondiale de renforcer immédiatement son emprise, sa maîtrise sur l'appareil économique.

En 1944-45, la bourgeoisie n'a pas attendu que (comme en 1917-23) éclate une vague

révolutionnaire, ni comme en 1929-33 que se détermine un arrêt de la production. Avant même la fin de la production de guerre sur une grande échelle, elle a pris des mesures de "reconversion" pour empêcher que la substitution des personnels politiques et le changement des activités économiques ne déterminent un arrêt de la production sur une grande échelle, arrêt qui pourrait lui-même engendrer de grandes luttes sociales et des événements révolutionnaires. De même, cette reconversion ayant épuisé ses possibilités, la bourgeoisie américaine n'attend pas que se détermine un arrêt de la production, mais entame une nouvelle phase de l'accumulation décadente, du financement de l'économie par l'Etat: le plan Marshall. De même enfin, celui-ci étant entré dans sa phase pratique de distribution des marchandises aux "bénéficiaires", la bourgeoisie américaine approfondit encore cette accumulation décadente en investissant plus de 10 milliards de dollars dans l'économie de guerre. Cette progression de l'accumulation décadente s'opérant dans le moule des nations, est inséparable des rivalités internationales des bourgeoisies; il se développe ainsi sur le double plan d'une soumission des "bénéficiaires" du plan Marshall aux intérêts de la bourgeoisie américaine et de l'évolution comme des blocs russe et américain vers la guerre.

Ainsi, du point de vue de l'accumulation décadente de ses modalités et nécessités, se détermine une orientation politique mondiale vers la guerre. Et cette évolution vaut pour tous les pays.

Dépendant, dans le cadre de cette évolution générale identique vers la guerre se déterminent au sein de la classe ouvrière des différenciations de situations accessoires de plus en plus grandes selon les pays.

La base de ces différenciations accessoires se trouve dans le degré où selon les pays, la bourgeoisie a dû lier les ouvriers à l'accumulation décadente et à l'Etat.

Au plus, au lendemain de la guerre les destructions étaient graves, au plus la situation économique des bourgeoisies considérées était compromise; au plus aussi devaient elles réduire le niveau de vie des masses. Au plus aussi elles ont dû développer une dénagogie correspondante sur une soi-disant évolution vers le socialisme pour lier les ouvriers à la reconstruction. Ainsi par exemple se déterminent dans des pays voisins comme la Belgique et la France des situations accessoires différentes, qui ne changent rien à l'évolution générale et mondiale vers la guerre, mais qui entraînent des différences dans le degré où les ouvriers ont fait l'expérience de cette dénagogie sur le socialisme et contiennent plus ou moins les possibilités d'une clarification politique à l'échelle des masses.

La bourgeoisie belge et son appareil économique ayant subi relativement peu de dommages et sa colonisation relativement avancée par le capitalisme américain lui assurant de plus grandes ressources économiques, n'a pratiquement pas dû se livrer à cette dénagogie. La reconstruction s'y est faite presque exclusivement sous les apparences d'une activité économique du type libéraliste, de même du reste que la reconversion en Amérique.

En France, par contre, deux éléments ont entraîné la nécessité de recourir beaucoup plus à cette dénagogie: les destructions plus grandes et les essais désespérés de la bourgeoisie française de maintenir son Empire et son indépendance contre l'emprise américaine, l'ont forcé à recourir sur une échelle beaucoup plus grande aux principes de gouvernement décadents: cogestion, nationalisations, nationalisme rabique, etc. Ces différents éléments conditionnaient une impuissance totale des ouvriers devant l'Etat et le degré de cette impuissance permettait une correspondante accumulation décadente, un correspondant effort de l'Etat dans le financement de l'économie.

En Angleterre de même, les grandes destructions, et l'identique essai de cette bourgeoisie de sauver son empire et son indépendance vis-à-vis de l'emprise américaine, exigent un approfondissement colossal de l'accumulation décadente, de financement de l'économie par l'Etat, qui n'est lui-même possible que par une correspondante dénagogie sur la construction socialiste.

En Italie, enfin, la bourgeoisie se soumet de plus en plus à la bourgeoisie américaine. Mais les destructions étendues et la situation particulière provenant de l'absolu épuisement des possibilités du financement étatique ayant éclaté au grand jour en 1943, ont conditionné la nécessité d'une emprise politique très forte de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et une correspondante dénagogie sur la reconstruction démocratique.

Dans les pays de l'Europe orientale et en Allemagne enfin, le degré des destructions est tel que la bourgeoisie a dû noyer l'ensemble des situations sous le régime rigide de l'Etat policier, parallèle (surtout en Europe orientale et en Allemagne russe) à une formidable dénagogie sur le socialisme.

Ainsi se crée dans le cadre d'une même évolution générale mondiale vers la guerre, une mosaïque de situations politiques où la classe ouvrière est plus ou moins engagée (selon les pays) dans une situation qui affiche, ici dans leur nue crudité les seuls moyens de gouvernement de la bourgeoisie dans sa phase décadente et qui (au contraire) dans d'autres pays, rappelle encore, sinon dans son fondement tout au moins dans ses apparences, les principes du gouvernement de l'époque libéraliste.

La période de 1944 à nos jours offre donc une grande différence par rapport à celle de 23-39. A ce moment, les moyens de gouvernement de la bourgeoisie décadente commencent seulement à lui apparaître à la suite d'une expérience empirique. En France, en Belgique et en Espagne, nous assistions encore à l'ouverture d'une crise sociale de type libéraliste, qui partait d'une crise économique, produisait des grèves évoluant vers le stade de la grève générale et conduisant organiquement vers la faillite de l'Etat. Ni la formation des cadres du parti de classe, ni à plus forte raison, l'action de masse de ce parti, n'y sont possibles par suite de l'orientation politique antifasciste des ouvriers, orientation qui conditionne leur impuissance devant l'Etat national.

Après 1944, la bourgeoisie a définitivement pris conscience des moyens de gouvernement dans la période décadente. Elle intervient dans le domaine économique pour empêcher les crises de se produire, au prix d'un renforcement de l'accumulation décadente conduisant vers l'économie de guerre.

Dans ce cadre, l'effroyable réduction du niveau de vie des masses pousse sans arrêt de nouvelles couches de la classe ouvrière (et des populations en général) à s'intéresser à la vie politique, dans la mesure même où la situation générale conditionne leur situation intime, personnelle, privée. Cet afflux de masses nouvelles vers la vie politique n'offre aucune base pour une propagande révolutionnaire. Au contraire, ces masses, sans aucune expérience politique, sont naturellement portées vers le nationalisme et sont par là plutôt une garantie qu'une menace pour la bourgeoisie.

Enfin, parallèlement, mais en direction inverse, la pratique de la cogestion, des nationalisations, de la dénagogie sur le socialisme et la reconstruction, détermine au sein de la classe ouvrière les conditions d'une clarification politique, capable de mettre en lumière leur rôle réactionnaire et pro-capitaliste dans la mesure même où la classe ouvrière en a fait l'expérience.

C'est sur la base de ces données qu'il est possible de comprendre et de situer la situation particulière de l'avant-garde en Italie et la situation générale de l'avant-garde dans les autres pays, dans les conditions actuelles du dirigisme, du capitalisme pré-étatique et étatique.

Les nouveaux facteurs qui sont intervenus dans le problème de la formation des cadres du parti de classe dans la période d'après la guerre de 1939, sont donc les suivants:

1) La diminution constante du niveau de vie des masses existe désormais d'une façon permanente et pousse celles-ci vers la lutte. Cependant, cette tendance à la lutte est constamment combattue par leur orientation politique nationaliste, qui entraîne organiquement la notion de la collaboration des classes. D'où il résulte une très

- grande fluctuation, des mouvements de grèves "sauvages" et sans lendemain.
- 2) Lorsque (malgré cette idéologie nationaliste) ils entrent en lutte, celle-ci n'entraîne plus comme avant 1940 un développement organique vers la grève générale et la faillite de l'Etat, par suite de la nouvelle position interventionniste de l'Etat vis-à-vis de la crise.
- 3) Des masses de plus en plus grandes participent à la vie politique.
- 4) La pratique des "réformes de structure" crée au sein de secteurs encore limités de la classe ouvrière les conditions d'une clarification politique. Celle-ci semble cependant limitée d'office à la partie de la classe ouvrière qui dispose déjà d'une certaine expérience politique. Cela est prouvé par l'absurde par l'action des stalinien dans les pays qu'ils occupent; leur premier souci y est de liquider les "gauchistes" et de s'appuyer de plus en plus sur les couches politiquement les plus incultes des populations.

Dans la mesure où l'avant-garde peut faire cette clarification par un travail extérieur de propagande, s'ouvre la possibilité d'une extension des Fractions. Mais il y a une différence fondamentale entre cette extension dans les conditions actuelles et celle des bolcheviks en 1896-1905; c'est que, à ce moment, cette extension était liée à l'ouverture d'une situation conduisant organiquement à la faillite de l'Etat et à l'assaut révolutionnaire. Tandis qu'aujourd'hui, cette extension des Fractions est liée à une situation qui ne conduit pas organiquement à la faillite de l'Etat, par suite justement de la nouvelle position de celui-ci vis-à-vis de la crise.

Par conséquent, si hier l'extension de la Fraction bolchevique dans les années 1896-1905 était inséparable d'une marche ascendante vers la révolution, cette même extension de nos Fractions, aujourd'hui, ne signifie pas qu'il y a une crise révolutionnaire. Et, inversement, l'extension d'une Fraction quelconque se fait et est possible non pas parce qu'elle verse dans l'opportunisme, mais parce que l'intervention de l'Etat par rapport à la crise économique détermine les conditions pour une extension des Fractions, pour la formation des cadres des partis de classe, malgré qu'il y a une marche généralisée vers la guerre impérialiste.

RESSOURCES ET LIMITES DES SITUATIONS ACTUELLES.

Le problème de la formation du parti de classe étant ainsi exposé dans son fondement (qui est la position de l'Etat bourgeois par rapport à la crise), la différence fondamentale d'une extension des Fractions après 1943-44, par rapport à ce qu'elle fut après 1896-98, saute aux yeux.

Lors de la formation du parti bolchevik, la crise économique engendre la diminution du niveau de vie des masses, conduit à travers une marche ascendante vers la grève générale, la crise sociale, la faillite de l'Etat et l'apparition des Conseils. La Fraction bolchevique russe (s'étendant dans une telle période) jouit de l'apport constant des militants qui non seulement se forment au feu de la lutte, mais voient dans le développement même de la situation un gage de succès révolutionnaire. En même temps, que les grèves s'étendent, chancelle l'Etat. En même temps que la situation entraîne la grève générale, apparaît le Conseil de Pétrograd et bourgeoise l'action subversive dans les campagnes. La liaison organique entre le développement de la crise sociale et la faillite de l'Etat (ouvrant la possibilité de l'assaut révolutionnaire), telle est la base solide sur laquelle s'est formé le parti bolchevik.

Aujourd'hui, tout cela est bouleversé.

Aujourd'hui existe la base sur laquelle s'étendait cette Fraction (la réduction du niveau de vie des masses engendrant des grèves) mais celles-ci ne sont plus intégrées dans un procès historique conduisant à la faillite plus ou moins rapprochée de l'Etat. L'intervention actuelle de l'Etat par rapport à la crise entraîne que ces grèves ne sont

intégrées dans un cours montant vers la grève générale et la situation insurrectionnelle, mais sont des grèves "sauvages" sans lendemain.

Aujourd'hui existe comme hier un afflux de militants à la Fraction (dans les conditions italiennes) mais ces militants ne voient plus dans les situations une marche ascendante vers la révolution, entraînant une progressive affirmation à l'échelle de la masse du parti en formation. La nouvelle position d'intervention de l'Etat par rapport à la crise démolit le lendemain les illusions qu'avaient la veille les militants sur une éventuelle évolution révolutionnaire des situations. C'est ceci et non autre chose qui explique les fluctuations des effectifs de nos camarades en Italie.

Aujourd'hui existe comme hier un afflux de masses nouvelles à la vie politique. Mais elles ne sont plus sollicitées par des partis peu étendus, aux moyens de propagande réduits. Une telle situation ouvrirait hier la possibilité d'une action de propagande fructueuse des groupes révolutionnaires. Ces masses subissent aujourd'hui le feu concentré des propagandes totalitaires, qui les conduisent vers le soutien des programmes nationaux.

Aujourd'hui n'existe plus comme hier cette situation où les masses ouvrières étaient portées plus ou moins vers la révolution, par le fait même que la bourgeoisie affichait son hostilité au socialisme. Aujourd'hui, dans la phase du capitalisme pré-étatique et étatique, la bourgeoisie et ses innombrables séides tiennent eux-mêmes un langage "socialiste" et gardent par là leur emprise sur les masses politiquement incoltes.

Hier, l'extension des Fractions se plaçait dans le cadre d'une formation des organisations de masse, ce qui entraînait la possibilité d'une diffusion très large de la presse qui s'adressait à des ouvriers au cerveau politiquement vierge. Aujourd'hui, l'extension des Fractions se place dans le cadre de l'existence des organisations de masse dont les membres sont politiquement nationalistes. La base de recrutement et de diffusion est par conséquent limitée par les frontières des masses qui disposent déjà d'une certaine expérience politique et commencent à mettre en doute la vertu prolétarienne des programmes nationalistes. C'est ceci et non autre chose qui explique la diffusion relativement peu importante de la presse de la Gauche communiste.

Les situations actuelles ne permettent donc pas de supposer que la fermentation sociale se manifestant par des grèves "sauvages" contiennent la possibilité d'une évolution organique vers la faillite de l'Etat, tant que les limites objectives de l'accumulation décadente ne sont pas atteintes. Même là où (à l'instar de l'Italie en 1943) cette faillite serait le signal de grandes luttes sociales, lors de l'épuisement du financement de l'économie par l'Etat, la formation du bloc de nations et la subordination des pays les plus faibles aux pays les plus forts empêchent un effondrement définitif de l'Etat en faillite en l'englobant dans un bloc d'Etat.

D'autre part, si un tel effondrement se présentait comme une perspective directe, le capitalisme a encore la possibilité d'instaurer l'Etat policier en écrasant toutes les vellétés révolutionnaires sous le carcan de fer de la terreur policière, et trouvant les conditions d'une nouvelle étape de l'accumulation décadente dans un bouleversement des rapports au sein de sa propre classe. Les militants révolutionnaires ne pourraient en aucune façon s'opposer à une telle mesure, parce que la base pour une intervention prolétarienne (à savoir la lutte spontanée de masses compactes d'ouvriers lors d'une faillite de l'Etat) y ferait défaut. La masse politiquement incolte peut offrir une base suffisante de recrutement au capital, pour former un nouveau mouvement politique qui écraserait toute velléité d'action de l'avant-garde révolutionnaire.

Pas plus qu'en 1923-40, les situations actuelles ne contiennent la perspective de la conquête des masses avec des mots d'ordre révolutionnaires et la direction de la lutte des classes par le parti pour l'assaut contre l'Etat national. Aujourd'hui, comme hier, ce sera seulement à l'occasion d'une faillite de l'Etat que s'ouvrira la période de direction de la lutte des classes par le parti pour l'assaut contre l'Etat

national. Ce qui est par contre changé depuis hier ce sont les conditions d'un travail extérieur des Fractions, de la formation des cadres du parti de classe.

La question se pose dès lors; "Étant donné que les situations actuelles ne contiennent pas les conditions pour un assaut contre l'Etat; étant donné que (au contraire) si cela était de l'intérêt de la bourgeoisie d'établir un Etat policier et le régime des camps de concentration, personne ne pourrait s'y opposer d'une façon conséquente; étant donné que les formidables moyens de pression morale de la propagande totalitaire et de la démagogie "socialisante" de la bourgeoisie à son déclin peuvent demain reprendre en main les ouvriers qui lui échappent aujourd'hui, réduisant ainsi à néant le pénible travail de formation des cadres des Fractions; étant donné tout cela, la question se pose: Est-ce la peine d'exposer des camarades aux rigueurs de la répression? Est-ce la peine de faire le pénible et absorbant travail extérieur de formation des cadres et d'éducation politique? Faut-il faire le travail que font les Fractions?"

A cette question, considérant qu'il est du devoir des militants révolutionnaires de faire leur travail au mépris de tout danger si ce travail peut servir les intérêts de la classe ouvrière; que la lutte du prolétariat contre le capital ne peut être que dangereuse et sanglante; qu'il serait criminel de ne pas grouper les ouvriers qui commencent à échapper à l'emprise des programmes nationalistes pour les conduire vers le programme internationaliste du socialisme, les Fractions ont déjà répondu.

Hier, contre les excités du trotskysme militant, les Fractions ont affirmé qu'il était trop tôt. Les conditions politiques existant au sein de la classe ouvrière interdisaient la formation des partis sinon en tombant dans l'opportunisme. Les Fractions de gauche ont alors prétendu qu'il était trop tôt pour fonder le nouveau parti de classe.

Aujourd'hui, contre les attardés qui n'ont pas compris les nouvelles conditions que crée l'intervention de l'Etat par rapport à la crise sociale, intervention qui crée (au sein de secteurs encore réduits de la classe ouvrière) les conditions d'une clarification politique, les Fractions de gauche ont déjà répondu à cette question: "Il faut le faire".

Luccin.

Juin 1948

Soutien: Jef 100 Fra;